

L

Le ralentissement de l'inflation redonne du pouvoir d'achat aux ménages

Le revenu disponible brut des ménages (RDBM¹) progresse en valeur de 3,2 % après 3,5 % en 2011 (tableau 1). L'inflation ayant été plus faible en 2012, le RDBM à prix constants (volume) augmente plus rapidement qu'en 2011 (+ 2,3 % après + 1,1 %). Malgré l'augmentation de la population, le pouvoir d'achat par habitant progresse à nouveau (+ 1,2 %), après trois années très faibles et même un recul en 2011 (- 0,3 %) (graphique 1).

L'évolution est plus favorable qu'au niveau national, où le revenu disponible brut des ménages ralentit fortement en valeur (+ 0,9 % après + 2,7 % en 2011). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale des ménages français continue de progresser à un rythme proche de celui de 2011 (+ 1,9 % après + 2,1 %). En conséquence, le pouvoir d'achat du revenu disponible recule (- 0,9 %, après + 0,7 %). Le pouvoir d'achat par personne (RDBM en volume par habitant) baisse de 1,4 %. C'est la plus forte baisse au niveau national depuis 1984.

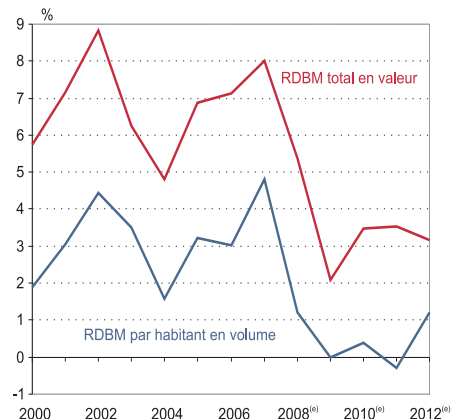
La masse salariale progresse moins vite

La masse salariale distribuée par les entreprises des secteurs marchands (hors agriculture et pêche) augmente en valeur de 4,0 % en 2012 après + 5,2 % en 2011. Elle progresse plus rapidement dans les services, en particulier les services aux entreprises, dans les industries agroalimentaires et dans l'hébergement et la restauration, du fait notamment d'une forte hausse des effectifs salariés. Y compris le secteur non marchand, la masse salariale augmente de 2,8 %.

Les prestations sociales hors allocations logement et remboursements de sécurité sociale (en espèces) constituent une part importante des revenus à La Réunion : elles représentent près de 30 % des revenus des ménages réunionnais. Elles progressent de 4,9 % en 2012 et dépassent pour la première fois les 3 milliards d'euros.

Les prestations distribuées par la CAF augmentent de 3,1 % pour atteindre 1,25 milliard d'euros. Cette augmentation est en retrait après la forte hausse de 2011 (+ 8 %). La CAF reste néanmoins très largement le principal émetteur des prestations sociales en espèce.

■ Graphique 1- Évolution du revenu disponible brut des ménages



(e) : Estimation.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 ; Cerom, comptes rapides 2008-2012.

¹ Le revenu disponible brut des ménages est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).



C

onsommation-Revenus

Le revenu de solidarité active (RSA), inclus dans les prestations CAF, est en vigueur dans les départements d'outre-mer depuis le 1^{er} janvier 2011. Il se substitue notamment au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé. Le montant du RSA (Socle, Socle et Activité, Activité seul) versé en 2012 augmente de 3,4 % et atteint 543 millions d'euros. Courant 2012, 103 000 personnes sont allocataires du RSA.

Forte poussée des prestations chômage

Les montants versés par l'assurance chômage atteignent un nouveau record. Avec une augmentation de 9,1 %, ils culminent à 534 millions d'euros. Cette hausse résulte de la dégradation du marché du travail, avec plus de 12 000 demandeurs d'emploi supplémentaires en 2012. Alors qu'il s'était stabilisé en 2011, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés s'accroît de 8,2 %.

Le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) complète les revenus bruts mensuels inférieurs ou égaux à 1,4 Smic. Des conditions d'attribution plus restrictives font chuter les montants distribués. Ainsi, 54 millions d'euros ont été versés en 2012, soit une baisse de 29 % par rapport à 2011.

Le montant des retraites versé en 2012 poursuit sa forte croissance (+ 7,2 % après 7,1 % en 2011). Il atteint 1,25 milliard d'euros en 2012.

La consommation des ménages augmente de 2 % à prix constants

La consommation des ménages augmente de 3,1 % en valeur et de 2,0 % en volume. Elle avait progressé plus fortement en valeur en 2011 (+ 3,3 %), mais l'inflation avait été plus marquée. L'augmentation en volume n'était que de + 1,2 %.

La structure de la consommation peut être approchée par les importations de biens. Les importations de biens non durables sont restées dynamiques (+ 5,5 % en valeur), en particulier les produits des industries agro-

■ Tableau 1 - Évolution du revenu disponible brut des ménages en %

	Total		Par habitant	
	En valeur	En volume	En valeur	En volume
2011-2012 ^e	3,2	2,3	2,1	1,2
2010-2011 ^e	3,5	1,1	2,1	-0,3
France 2011-2012	0,9	-0,9	0,4	-1,4

(e) : Estimation.

Source : Cerom, comptes rapides.

limentaires (+ 8 %). Les importations de savons, produits d'entretiens et parfums progressent de 10 % et les produits pharmaceutiques, qui représentent 18 % des importations de biens de consommation non durables, augmentent plus modestement (+ 3 %). Les produits de l'industrie textile et de l'habillement sont stables.

Les importations de biens de consommation durables progressent de 1,2 %, avec de fortes variations selon les produits. Les importations de véhicules de tourisme augmentent (+ 5 %), de même que les meubles (+ 2 %). Les importations d'équipements électriques d'une part, et de produits informatiques, électroniques et optiques (hors ordinateurs) d'autre part, chutent respectivement de - 9 % et - 17 %.

Enfin, les importations d'énergie (carburant, charbon) progressent sensiblement (+ 7,2 %) du fait de leur renchérissement. Leur prix ayant augmenté de près de 10 %, les importations d'énergie reculent en volume. ■

Cédric RÉALE, Michel BRASSET, Insee

